Burundi : l'ONU s'inquiète d'une situation instable

UN News Centre,Â 21 juin 2017 La sÃ©curitÃ© au Burundi reste instable, la situation socioÃ©conomique se dÃ©grade, et la rÃ©cente dÃ©cision des autoritÃ©s de mettre en place une commission de rÃ©vision de la Constitution dans un contexte de fortes restrictions aux libertÃ©s civiles risque de provoquer une escalade dans la crise, a averti mardi le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies aux affaires politiques, TayÃ©-Brook Zerihoun.Â [PhotoÂ : TayÃ©-Brook Zerihoun, Sous-SecrÃ©t gÃ©nÃ©ral aux affaires politiques, devant le Conseil de sÃ©curitÃ©.]

Devant le Conseil de sÃ©curitÃ©, M. Zerihoun a toutefois estimÃ© que la nomination rÃ©cente par le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral Michel Kafando comme EnvoyÃ© spÃ©cial au Burundi permettrait d'avoir une meilleure comprÃ©hension du processus politique en cours. Dans son exposÃ©, le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral a fait Ã©tat d'attaques Ã la grenade dans la capitale ce derniÃ¨res semaines, ainsi que de rÃ©pression et d'intimidation de la part des forces de sÃ©curitÃ© et des groupes qui leur sont liÃ©s. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) continue ainsi de faire Ã©tat d'arrestations, de dÃ©tentions arbitraires, de torture et de mauvais traitements Ã l'Ã©gard de membres de l'opposition ou perÃ§us comme tels. En outre, les cas d'incitation Ã la violence et Ã la haine ont augmentÃ© depuis avril, notamment Ã l'occasion de rassemblement des Imbonerakure, les milices de jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir. La commission d'enquÃªte mise en place par le Conseil des droits de l'homme a prÃ©sentÃ© Ã GenÃ¨ve un rapport oral dans lequel elle dit avoir recueilli plus de 470 tÃ©moignages faisant Ã©tat de violations des droits de l'homme depuis 2015. Ã€ cet Ã©gard, le PrÃ©sident de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix (CCP), JÃ¼rg Lauber, de la Suisse, qui s'exprimait depuis GenÃ¨ve par visioconfÃ©rence, a estimÃ© qu'une plus grande prÃ©sence d'observateurs internationaux au Burundi pourrait contribuer considÃ©rablement Ã amÃ©liorer la situation dans les domaines des droits de l'homme et de la sÃ©curitÃ©. Il a donc souhaitÃ© que puissent Ãªtre enfin dÃ©ployÃ©s 200 observateurs militaires et des droits de l'homme de l'Union africaine (UA), qui viendraient appuyer la trentaine qui s'y trouvent dÃ©jÃ et qui, selon le reprÃ©sentant du Burundi, Â« travaillent librement sans aucune entrave Â». Un contexte de fortes restrictions aux libertÃ©s civiles M. Zerihoun a Ã©galement rappelÃ© que la Commission nationale de dialogue interburundais (CNDI) avait, le 12 mai, conclu qu'une majoritÃ© de Burundais soutient le projet de rÃ©vision de la Constitution qui permettrait notamment de supprimer les restrictions au nombre de mandats que peut effectuer le chef de l'Ã‰tat. Ce rapport et la crÃ©ation d'une commission de rÃ©vision de la Constitution qui a immÃ©diatement suivi ont Ã©tÃ© dÃ©noncÃ©s par l'opposition. Le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral juge trÃ¨s prÃ©occupant que dÃ©veloppements aient lieu dans un contexte de fortes restrictions aux libertÃ©s civiles et y voit un risque d'aggravation des tensions. Autre point noir, la situation Ã©conomique et humanitaire, qui se dÃ©grade. Le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral a fait Ã© de 3 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire et de 2,6 millions exposÃ©es Ã une insÃ©curitÃ© alimentaire aiguÃ«, alors que 700.000 dÃ©pendent d'une aide alimentaire d'urgence. Il a Ã©galement fait Ã©tat de plus de 400.000 rÃ©fugiÃ©s et 209.000 dÃ©placÃ©s internes. Il a toutefois notÃ© que le gouvernement burundais avait levÃ© certaines restricti l'accÃ¨s humanitaire. Pour sa part le ReprÃ©sentant du Burundi auprÃ¨s des Nations Unies, Albert Shingiro, a estimÃ© qu'il n'y avait Â« plus de crise politique au vrai sens du terme au Burundi Â». Selon lui, les autoritÃ©s doivent plutÃ´t gÃ©rer aujourd'hui les consÃ©quences politiques et Ã©conomiques de la crise de 2015. Le reprÃ©sentant a toutefois insistÃ© sur la recherche d'un Â« embellissement Â» des relations du Burundi avec les Nations Unies et sur la reprise de Â« relations apaisÃ©es Â» avec ses partenaires au dÃ©veloppement dans le respect de sa souverainetÃ© nationale.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});